

**ARMÉE** La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse plaide pour que les jeunes hommes ne soient tenus de servir sous les drapeaux.

## Service civil ou militaire au choix

Les Suisses devraient à l'avenir avoir le libre choix entre service civil et militaire. La Commission fédérale pour l'enfance et la jeunesse (CFEJ) plaide pour cette solution. Selon son président, Pierre Maudet, il s'agit d'anticiper le débat sur l'initiative du Groupe pour une Suisse sans armée (GSSA) contre l'obligation de servir.

Selon le document intitulé «Le contrat citoyen», présenté hier à la presse, les jeunes hommes ne devraient plus être tenus de servir sous les drapeaux. Ce devoir devrait être remplacé dans la constitution par une obligation de service militaire ou civil. Chacun pourrait librement choisir mais une clause de sauvegarde permettrait de donner la priorité à l'armée en cas de besoin.

**Les deux services seraient de durée égale et devraient mieux s'insérer dans le cursus de formation.**

Finie ainsi la preuve par l'acte (le candidat civiliste prouve son conflit de conscience en acceptant d'exécuter un service 1,5 fois plus long que le service militaire). Les deux services seraient de durée égale et devraient mieux s'insérer dans le cursus de formation. Pour assurer l'égalité de traitement, des mesures devraient être prises pour renforcer l'attrait de l'armée.

### Pour les étrangers

Cette dernière pourrait par exemple prendre en charge les primes d'assurance maladie, assurer les frais de formation, augmenter les soldes ou adapter ses horaires à la semaine de travail. A l'inverse, des règles plus sévères pourraient prévaloir pour le service civil: obligation de se rendre



Chacun pourrait librement choisir mais une clause de sauvegarde permettrait de donner la priorité à l'armée en cas de besoin. KEYSTONE

dans une autre région linguistique, jours de service effectués en trois blocs et avant l'âge de 25 ans.

L'obligation de servir ne vaudrait pas pour les femmes. «Ce serait mettre davantage encore de bâtons dans les roues de celles qui souhaitent concilier vie professionnelle et familiale», affirme le rapport, qui sera remis au Conseil fédéral et aux parlementaires.

### «Ce n'est pas ma proposition»

Le service civil pourrait être ouvert aux étrangers, sur une base volontaire et en vue d'accélérer une naturalisation. Ces civilistes effectueraient leur service dans leur commune afin d'y forger des liens. On leur offrirait en outre des cours de langue et de sensibilisation aux institutions et à l'histoire suisses.

Autre nouveauté, la taxe d'exemption de l'obligation de servir pourrait être remplacée

par des déductions fiscales pour ceux qui accomplissent un service, a avancé Pierre Maudet. Ce rapport «n'est pas ma proposition mais le fruit de la réflexion de la commission», a affirmé le maire de Genève et chef du département municipal de la sécurité.

Le libéral-radical, capitaine à l'armée, s'était fait remarquer en début d'année par ses positions en matière militaire, en plaidant notamment pour un effectif de 20 000 soldats. Selon lui, le rapport de la CFEJ permet d'anticiper un débat qui arrivera de toute façon.

### Discussion agendée

Le GSSA a en effet lancé une initiative populaire pour l'abrogation de l'obligation de servir. Or la discussion risque de devenir artificielle, entre pro et anti-armée, estime Pierre Maudet. La commission n'a pas pris position sur l'initiative et son président laisse ouverte

la question de savoir si les propositions de la CFEJ pourraient servir de contre-projet.

«La question n'est pas d'abolir ou pas l'obligation de servir.» Dans les faits, celle-ci n'existe déjà plus avec un taux de plus de 40% de jeunes déclarés inaptes au service. En moyenne, à peine un Suisse sur deux effectue son service militaire ou civil jusqu'à son terme.

Et l'affaire va encore se corser avec la réduction des effectifs de l'armée à 100 000 militaires. «Le système actuel court à sa perte», a lancé Pierre Maudet. La demande reste en revanche grande pour le service civil. Les civilistes pourraient s'engager dans les domaines de l'énergie, de l'appui aux autorités locales (voirie, animation) ou des soins (EMS).

L'arrivée de milliers de nouveaux civilistes ne causerait aucun problème de distorsion du marché, selon la CFEJ. Et elle coûterait beaucoup moins cher que l'armée. **ATS**

## CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU L'Inde espère pouvoir compter sur Berne

La présidente indienne, Pratibha Devisingh Patil, a dit espérer pouvoir compter sur le soutien de Berne pour un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, lors d'un discours hier au Palais fédéral. Elle a aussi salué les «énormes synergies» entre les économies suisse et indienne.

«Tant la Suisse que l'Inde sont convaincues de la nécessité de réformes pour rendre le système des Nations unies plus démocratique et efficace», a déclaré la dirigeante indienne dans la Salle des pas perdus. Pour l'Inde, cela passe par une expansion du Conseil de sécurité, a-t-elle ajouté dans ce discours prononcé à l'occasion de sa visite d'Etat en Suisse.

### Un siège permanent

Pratibha Devisingh Patil a souligné que l'Inde possédait les critères objectifs pour y obtenir un siège permanent. Elle a remercié la Suisse pour avoir soutenu sa candidature pour un siège non-permanent à ce conseil en 2011-2012 et exprimé son espoir que Berne «pourra soutenir l'aspiration de l'Inde à un siège permanent».

La présidente de la Confédération, Micheline Calmy-Rey, a déclaré espérer que «l'Inde, qui aspire légitimement à jouer un rôle accru au sein des Nations unies, continuera et renforcera son engagement pour la sécurité humaine et le droit international». En effet, selon la Genevoise, l'Inde occupe un rôle de «pourvoyeur d'aide au développement», dont «toute l'Asie du Sud et au-delà, espère le soutien pour renforcer ou établir la paix, le développement et la démocratie».

### «Fortes complémentarités»

Les deux dirigeantes se sont également réjouies des liens économiques, culturels et technologiques qui unissent l'Inde et la Suisse. Micheline Calmy-Rey a évoqué l'accord de libre-échange «très ambitieux» actuellement négocié entre l'Inde et l'Association européenne de libre-échange

(Aele). Selon la socialiste, il apportera un «élan nouveau à nos relations, au-delà du seul domaine commercial».

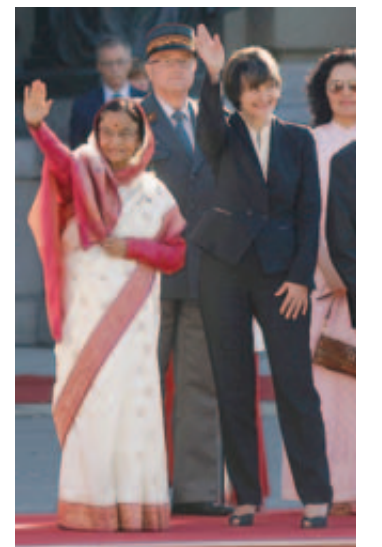
La cheffe de la diplomatie s'est également félicitée des relations grandissantes entre les citoyens des deux pays. Elle a relevé que 143 000 Indiens avaient visité la Suisse l'an dernier.

La présidente indienne a pour sa part souligné les «fortes complémentarités» qui unissent les deux pays. Selon elle les entreprises suisses pourront proposer des «solutions innovatrices» à l'Inde dans «les domaines clés que sont les technologies propres, la protection environnementale et la collecte de déchets urbains».

### Rapport à la démocratie

Pratibha Devisingh Patil a également salué le fait que la Suisse comptait parmi les pays les plus à la pointe en matière d'énergies renouvelables, notamment hydraulique et éolienne. Elle y voit également «un énorme potentiel de coopération bilatérale».

Enfin, les deux cheffes d'Etat ont chacune souligné le rapport particulier des deux pays à la démocratie, l'Inde étant «la plus grande démocratie du monde», et la Suisse «l'une des premières démocraties au monde». **ATS**



La présidente indienne, Pratibha Devisingh Patil, est en visite d'Etat en Suisse. KEYSTONE

**JUNGFRAU** Une gigantesque crevasse a été découverte sur le Giesen.

## Un pan de glacier menace de s'effondrer

Un énorme pan du glacier de Giesen, dans le massif de la Jungfrau, à environ 2800 mètres d'altitude, risque de s'effondrer en raison d'une crevasse gigantesque. Personne ne serait menacé en cas de rupture, mais la commune de Lauterbrunnen (BE) craint que l'eau accumulée inonde la vallée.

Si le barrage de glace cède, le ruisseau qui se trouve dans la vallée pourrait déborder. Mais ces dernières semaines, seuls de petits blocs ont chuté, rapporte le «SonntagsBlick».

### Secteur bouclé

Ils sont tombés sur une région inhabitée au-dessus de la vallée de Lauterbrunnen. La commune de l'Oberland bernois in-



En cas de rupture personne ne serait menacé mais la commune de Lauterbrunnen craint que de l'eau s'accumule. SP

dique avoir bouclé le secteur début septembre. La mesure concerne seulement un sentier pédestre.

Les experts n'excluent pas que de plus grandes quantités de glace s'effondrent. Mais il est aussi possible que la glace reste

là où elle est et que la situation se stabilise cet hiver.

Le glacier est constamment surveillé, précise la commune. Les autorités ont débloqué de l'argent pour un système visant à prévoir les raz-de-marée et pour installer des caméras de surveillance.

### Lacs glaciaires

Ces dernières années, des pans de rochers ou de glaciers se sont souvent détachés dans l'Oberland bernois.

Il est aussi arrivé que les eaux de la fonte des neiges forment des lacs glaciaires. Le dernier cas en date a été observé fin août dans le glacier de la Plaine Morte au-dessus de la Lenk (BE). **ATS**

## ÉNERGIE

### L'initiative «Cleantech» a formellement abouti

Le peuple se prononcera sur l'initiative «De nouveaux emplois grâce aux énergies renouvelables» du Parti socialiste. Celle-ci a formellement abouti. Sur 105 657 signatures déposées, 104 788 sont valables. **ATS**

## LOI SUR LE CO2

### Le référendum est en bonne voie

Il n'est pas encore dit que les voitures émettant beaucoup de CO2 soient touchées par une taxe. Les petits importateurs automobiles estiment qu'ils vont atteindre les 50 000 paraphes pour leur référendum. **ATS**

## CAISSE DE PENSION DE ZURICH

### Un ancien cadre inculpé de corruption

Un ancien responsable de la Caisse de pension du canton de Zurich et cinq autres personnes ont été inculpés de corruption. L'ancien cadre aurait illégalement touché environ 1,67 million de francs. **ATS**

## ASSURANCE MALADIE

### Une majorité pour une caisse unique

Un nouveau sondage confirme l'intérêt d'une majorité de Suisses pour une caisse maladie unique. Ils sont 56% à soutenir une telle création. En Suisse romande, ce taux atteint même 62%. **ATS**